



UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

Revue scientifique thématique semestrielle
Environnement et Dynamique des Sociétés



N° 014
Juin
2026



Presse Universitaire
Niamey



ISSN



1859 - 5146

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

LERTESS - AD

Revue scientifique thématique semestrielle

Environnement et **D**ynamique des **S**ociétés







FACTEUR D'IMPACT (SJIFactor.com)		INDEXATION EDS	
2024	4,9	 https://sjifactor.com/passport.php?id=23616	
2023	4,866		
2022	4,497	 https://universiteabdoumoumounideniamey.academia.edu/EnvironnementetDynamiquedesSoci%C3%A9t%C3%A9sEDS	
2021	4,09	 INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER NIGER https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146	
2020	3,752	 https://orcid.org/0009-0006-0118-2004 <small>Connecter la recherche et les chercheurs</small>	

Photo de couverture : Vue de la cuvette oasienne d'Issoufory, située dans le département de Goudoumaria, région de Diffa au Niger M. WAZIRI M. Zaneidou, 2026

MAQUETTE & PAO: Dr MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou, LERTESS/AD, UAM - Niamey

N° 014

ISSN



1859-5146

JUIN 2026

Note aux auteurs

La revue « Environnement et Dynamique des Sociétés » du Laboratoire d'étude et de recherche sur les territoires sahélo-sahariens : aménagement, développement est une revue thématique semestrielle. Elle publie en français ou en anglais des articles originaux ou des ouvrages résultant des recherches effectuées dans l'école doctorale Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société par des chercheurs extérieurs dans les domaines d'intérêt de la revue. Pour faciliter l'édition, les auteurs sont invités à suivre les recommandations suivantes :

- [1]. En principe aucun article ne doit occuper plus de 15 pages dans la revue, tout compris, sachant qu'une page de la revue contient environ 500 mots.
- [2]. Le manuscrit doit être soumis en version numérique. L'article doit répondre à la structure suivante :
 - a) Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
 - b) Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- [3]. Le texte au format A4, doit être saisi en police Times New Roman, taille 12 pour le corps du texte et 14 pour les titres et avec un interligne de 1,5. Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction et de la conclusion et de la bibliographie doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. 1.1. 1.2. ; 2. ; 2.1. ; 2.2.1. ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).
- [4]. Les auteurs peuvent envoyer leurs textes qui doivent être traités en Word sur PC par Internet à EDS : revueeds@gmail.com.
- [5]. Tout article doit être accompagné d'un résumé n'excédant pas 200 mots avec indication des mots clés au maximum 5 en français et d'un Abstract et des Key words en anglais. Ces résumés doivent permettre au lecteur d'apprécier exactement l'intérêt de l'article, les problèmes posés, les méthodes employées et les résultats obtenus. Ils doivent être rédigés avec le plus grand soin, dans une langue claire.
- [6]. Les illustrations qui doivent être pertinentes (photos, croquis, graphiques, cartes et tableaux) se limiteront au minimum nécessaire.
- [7]. Les références bibliographiques : elles doivent être citées dans le texte de la manière suivante : (B. Yamba, 1975, p21). Lorsque la référence comporte plus de trois auteurs, seul le premier auteur sera mentionné suivi de « et al. ». A la fin de l'article, les références constituant la bibliographie doivent être citées par ordre alphabétique croissant et de date pour un même auteur le tout numéroté. Pour chaque référence, inclure les noms complets de tous les auteurs. Une référence en ligne (Internet) est acceptable si elle s'avère fiable et crédible, on prend soin de mentionner le lien (la page web). Exemple : ANTHELME Fabien, BOISSIEU Dimitri, GIAZZI Franck et WAZIRI MATO Maman - (Page consultée le 30 mai 2011) *Dégradation des ressources végétales au contact des activités humaines et perspectives de conservation dans le massif de l'Air (Sahara, Niger)* - Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement, Vol.7 no2, Adresse URL : <http://www.vertigo.uqam.ca/>.

Exemples :

- ▽ **Pour un article de journal ou revue** : Nom (s) suivi du prénom (s) de l'auteur (s); la date de parution de l'article : le titre de l'article, le titre du périodique en italique et précédé de « in » ; le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim., 2003 - Les loupes d'érosion, formes majeures de dégradation des terres de glaciaires à sols indurés : Cas de Bogodjotou (Niger). In *Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey*, Tome VII, pp. 220-228.
 - ▽ **Pour les ouvrages** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet de l'ouvrage en italique ; le nombre de volumes et le nombre total de page ; le nom de l'éditeur ; le lieu de l'édition. Exemple : KILANI Mondher et WAZIRI MATO Maman, 2000 - *Gomba Hausa : dynamique du changement dans un village sahélien du Niger*, éditions Payot, Lausanne, 175 pages.
 - ▽ **Pour un chapitre dans un ouvrage** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet du chapitre ; le titre de l'ouvrage en italique, le nom de l'éditeur entre parenthèse ; la maison d'édition ; le lieu de l'édition. Exemple : MOTCHO Henri Kokou, 2007 - Dynamique urbaine et intégration régionale en Afrique de l'Ouest. - In : *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Niger*, (WAZIRI MATO, éd.), Karthala, Paris, pp. 121-137.
 - ▽ **Pour un article d'acte de colloque** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre de l'article, titre du colloque précédé de in, le nom de la revue, le lieu d'édition, le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim, 1998 - Dégradation des terres et pauvreté au Niger : cas du terroir villageois de Windé - Bago (Dallol Bosso Sud). In : *Actes du Colloque du Département de Géographie FLSH/UAM Niamey 4-6 juillet 1996. Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, n° Hors-Série, pp.49-61.
 - ▽ **Pour une agence gouvernementale ou internationale considérée comme auteur** : Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, 2006 - *Guide national d'élaboration d'un plan de développement communal*, Direction Générale du Développement Communautaire, 35 pages.
- [8]. Les notes : elles doivent être en bas de chaque page et mentionnées dans le texte par leur numéro respectif. La police est la même avec le texte mais de taille 10.
 - [9]. Les cartes, les graphiques et les figures : ils doivent être produits à l'échelle définitive avec des dimensions adaptées au format de la revue. Les titres sont placés en haut.
 - [10]. Les photographies : il faut fournir des tirages bien contrastés en couleurs ou en noir et blanc. Les titres sont placés en haut.
 - [11]. Les tableaux : ils sont numérotés en chiffre arabe et le titre doit être placé en bas.

UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***Revue scientifique thématique semestrielle****Environnement et Dynamique des Sociétés****DIRECTEURS DE PUBLICATION****Directeur de publication** : Pr AMADOU Boureima**Directeur Adjoint de publication** : Pr WAZIRI MATO Maman**COMITE SCIENTIFIQUE**

Pr AMADOU Boureima, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BOUZOU MOUSSA Ibrahim, Université Abdou Moumouni, Niamey; Pr MOTCHO Kokou Henri, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ISSA DAOUDA Abdoul-Aziz, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TANDINA OUSAMANE Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TIDJANI ALOU Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr YAMBA Boubacar, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ZOUNGROUNA Pierre Tanga, Université J. K. de Ouagadougou (Burkina Faso) ; Pr WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BONTIANTI Abdou, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr MOUNKAÏLA Harouna, Université Abdou Moumouni, Niamey, Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey, Pr BOUKPESSI Tchaa, Université de Lomé (Togo), Pr. YABI Ibouaraïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin), Pr. KABLAN N'guessan Hassy Joseph, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Pr. KADET GAHIE Bertin, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire), LARE Lallé Yendoukoa, Université de Lomé (Togo), KADOUZA Padabô, Université de Kara (Togo).

COMITE DE REDACTION**Rédacteur en chef** : Pr WAZIRI MATO Maman**Rédacteur en chef Adjoint** : Pr DAMBO Lawali

Membres : Pr BODE Sambo, Dr ABDOU YONLIHINZA Issa (MC), Dr YAYE SAIDOU Hadiara (MC), Dr BAHARI IBRAHIM Mahamadou (MC), Dr MAMAN Issoufou (MC), Dr KONE MAMADOU Mahaman Moustapha (MC)

Nota Bene : Les opinions et analyses présentées dans ce numéro n'engagent que leurs auteurs et nullement la rédaction de la revue Environnement et Dynamique des Sociétés (EDS).

ADRESSE :*Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI****BP: 418 Niamey - NIGER.****Email:** revueeds@gmail.com **Site :** www.revue-eds.com

© Copyright : Revue EDS, 2026

COMITE DE LECTURE

- ✿ Pr. ABDO LAOUALI SERKI Mounkaïla, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Boureïma, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Oumarou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BODE Sambo, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. DAMBO Lawali, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. ELHADJI OUMAROU Chaïbou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. FANGNON Bernard, Université d'Abomey Calavi (Benin)
- ✿ Pr. KOUADIO Guessan, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- ✿ Pr. SOULEY Kabirou, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ Pr. SOUMANA KINDO Aïssata, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. YABI Ibouaïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- ✿ MC. ABDOU YONLIHINZA Issa, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ MC. ADO SALIFOU Arifa Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. DJANGRANG Man-Na, Université de Moundou (Tchad)
- ✿ MC. KASSI-DJODJO Irène, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. KIARI FOUGOU Hadiza, Université de Diffa (Niger)
- ✿ MC. KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. MALAM ABDOU Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. OUATTARA Seydou, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. TANKARI Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. TRAORÉ Porna Idriss, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

L'IMPACT DU RETRAIT DES PAYS DE L'AES (BURKINA FASO, MALI, NIGER) DE LA CEDEAO SUR LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	9
Lassana TOURE^{1*}, Abdoul Karim DIAMOUTENE¹, Mahamadou Bassirou TANGARA¹ et Mickaël CLEVENOT²	
PROMOUVOIR LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES LOCALES PAR LES ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROGRAMME JASS DANS LES REGIONS DE TAHOUA ET MARADI AU NIGER	26
MAMAN Issoufou^{1*}, IBRAHIM Habibou¹, AFANE Abdoukader¹, MAMADOU KONE Mahaman Moustapha¹, YAMBA Boubacar² et ISSOUFOU DJIGO Ibrahim³	
L'EGYPTE PHARAONIQUE : LE DON DU NIL.....	43
OLAME HOUMINA Patrice¹	
IDENTIFICATION, SOURCES ET DYNAMIQUES DES INNOVATIONS AGROÉCOLOGIQUES DANS LA FILIÈRE MARAÎCHÈRE AU SUD BÉNIN	61
ADJE E Funmilayo^{1*}, MAGNON Y. Z. Zountchégbé², EFIO Sylvain³ et TOSSOU C. Rigobert⁴	
RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE A LA MALNUTRITION DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO AU BENIN : RECITS DE MENAGES AYANT RENVERSE LA SITUATION CHEZ LEURS ENFANTS.....	75
HOUNSI Augustin^{1*}, HINNOU Patrick², NASSI Karl Martial³, Roch L. MONGBO⁴ et ADJILE O. Alida⁴	
INNOVATIONS LOCALES ET COHESION SOCIALE : STRATEGIES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A BARIENOU (NORD-BENIN)	90
HOUNDEOKOU Sèkannou Gérard^{1*}, VODOUNNON TOTIN K. Marius² et MELIHO Pierre Codjo³	
ARBRE SACRE « JAG SIR », PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN PAYS TOUPOURI DANS LE MONT-ILLI AU SUD-OUEST DU TCHAD	106
BAYANG Sirbélé¹	
DU RENOUEAU EXISTENTIALISTE A L'HERITAGE SARTRIEN DE LA PSYCHANALYSE EXISTENTIELLE.....	118
SALIFOU HAMANI Abdoul-Aziz^{1*} et SOULEYMAN Mahaman²	
ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL DES COMMUNES DU SUD BÉNIN-TOGO	138
Cokou Romain AHLINVI^{1*}, Expedit Wilfrid VISSIN², Jean-François FAÛ³ et Jacques AGUIADAHO⁴	
GESTION DES POINTS D'EAU DANS LE QUARTIER KALLEY PLATEAU DE NIAMEY, NIGER.....	154
SOULEY BOUBACAR Adamou¹, BOUBACAR AKALI Haoua^{2*} et MOTCHO Kokou Henri³	

STRATEGIES D'ADAPTATION DES EXPLOITANTS MARAICHERS DE LA COMMUNE DE SEYNA DANS LA REGION DE GAO FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE .170
Mahamadou CISSE^{1*}, Bakary DAGNO¹ et Vembé Blaise KONE²

VARIABILITE TEMPORELLE DES CARACTERISTIQUES PHYSICO-CHIMIQUES DES EFFLUENTS DE RAFFINERIE PETROLIERE : IMPLICATIONS POUR UN TRAITEMENT EN AVAL188
Ismaël Ousseini Nafiou^{1*} et Mahamadou Mounir Zakari¹

ACCES DES REFUGIES AUX TERRES AGRICOLES DANS UN CONTEXTE DE CRISE FONCIERE : CAS DU DEPARTEMENT DE GUIDAN ROUMDJI DANS LA REGION DE MARADI199
MAHAMAN SALIFOU Moussa^{1*} et HAROUNA Mounkaila²

IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DE L'ETAT D'URGENCE A TORODI, DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIERES216
SOUMAILA Hama¹, ALZOUMA POUTCHA Issoufou² et DAOUDA BANA Askandara^{3*}

STRATEGIES ENDOGENES DE PROTECTION DU FONCIER MARAICHER DANS L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY 5 (NIGER)227
IDRISSA BONDABA Tayabou^{1*}, MOUMOUNI MAHAMANE SANI Moumouni¹ et MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou²

ANALYSE DES CONFLITS LIES A LA LIBERATION DES CHAMPS DES CULTURES PLUVIALES AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)241
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé² et MAMAN SANI Amadou³

DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION VILLAGEOISE DANS LE CERCLE DE GOUNDAM : CROISSANCE NUMERIQUE ET MUTATIONS DE LA TAILLE DES VILLAGES DEPUIS L'INDEPENDANCE255
Mahamadou ABOCAR^{1*}, Mahamadou Faradji MAIGA², Mahamane ALBOUKADER³ et Boubacar Ousmane TOURE⁴

DYNAMIQUE D'OCCUPATION ET ENJEUX DE SECURISATION FONCIERE EN ZONE PASTORALE AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER)269
HAROU ABOU Idrissa^{1*}, ALI Salé², ABDOU SANI Mountaka³ et MAMAN SANI Amadou⁴

DIRE LA GUERRE : L'APPREHENSION DU CONCEPT IDENTITÉ RECONSTRUCTIVE CHEZ LES ÉCRIVAINS TCHADIENS281
Parfait NADJIBEYE¹

CONTRIBUTION DES CULTURES IRRIGUEES DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MENAGES AGRICOLES DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY V293
OUSSEINI ISSA Abdou^{1*}, ADO MIKO Mahamadou Makana² et WAZIRI MATO Maman³

GOVERNANCE URBAINE ET HUMANITES DANS L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE MOYENNE IVOIRIENNE : LE CAS DE TIEBISSOU AU CENTRE DE LA COTE D'IVOIRE306
N'Dri Ernest KOUADIO^{1*}, Sientienwin SEKONGO² et Teré GOGBE³

EVOLUTION DU LAC TCHAD DE 2015 A 2025 : QUELLE IMPACT SUR LA PECHE DANS LA PARTIE NIGERIENNE	323
<hr/>	
ELH KAKA ADAM Eih Ligari ¹ et KIARI FOUYOU Hadiza^{2*}	
PERCEPTION DES AGROPASTEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SAHEL : LE RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES POUR UNE RESILIENCE ACCRUE DES COMMUNAUTES DANS LA ZONE DE KONNI AU NIGER	338
<hr/>	
ABDOULAYE NOUHOU Mahamadou^{1*}, MOUSSA Mahamadou Sani² et WAZIRI MATO Maman¹	
AGE AU MARIAGE ET PROLONGEMENT DU CELIBAT CHEZ LES ETUDIANT.E.S DE L'UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI.....	353
<hr/>	
ABDOURAHAMANE NAJOU M Alhassane¹	
VIE ET ONTOLOGIE DU VIVANT : LE DEBAT ENTRE E. KANT ET H. JONAS	367
<hr/>	
Romuald T. AMOUSSOUGA^{1*} et Alain Corneille TOWOU²	
CONSOMMATION DE LA VIANDE DE BROUSSE PAR LES POPULATIONS DES MONTS ALEDJO AU NORD-TOGO.....	385
<hr/>	
DJERI Idrissou^{1*} et NOBIME Georges²	
VULNÉRABILITÉ ET ADAPTATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE 2ÈME PÔLE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA2) AU NORD DU BÉNIN.....	397
<hr/>	
Guy Cossi WOKOU¹	
IMPACTS DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE SUR LES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES DU DEPARTEMENT DE GOURE (REGION DE ZINDER, NIGER).....	412
<hr/>	
IBRAHIM SOULEY Malam Zanaidou^{1*}, WAZIRI MATO Maman², HASSANE YAOU Tahirou³, HAMADOU YOUNOUSSA Bachirou³ et GARBA Zibo³	
APHRIKÊ OU AFAGHÊ ? POUR UNE HYPOTHÈSE DE RELECTURE ÉTYMOLOGIQUE DES NOMS DE L'AFRIQUE À PARTIR DE LA LANGUE HO	433
<hr/>	
Wanilo Guillaume GANHIDE¹	
VULNERABILITE DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES DES PLAINES DE KORIOME, HAMADIA ET DAYE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DANS LA COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU (MALI).....	454
<hr/>	
Mahamane ALBOUKADER^{1*}, Seydou MARIKO² et Mahamadou ABOCAR³	
LUTTE CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU BENIN : CAS DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION ET DE L'ATTENUATION	468
<hr/>	
Alfred Bothé Kpadé DOSSA¹	

INNOVATIONS LOCALES ET COHESION SOCIALE : STRATEGIES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A BARIENOU (NORD-BENIN)

**HOUNDEOKOU Sèkannou Gérard^{1*}, VODOUNNON TOTIN K. Marius² et
MELIHO Pierre Codjo³**

1. Doctorant en Développement Communautaire à l'École Doctorale Pluridisciplinaire Éducation Physique, Sport et Développement Humain, de l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin

2. Enseignant-Chercheur, Maître de Conférences des universités, Département Sociologie-Anthropologie, Campus d'Adjara, l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin

3. Enseignant-Chercheur, Maître de Conférences des Universités, Université nationale d'Agriculture (UnA-, Porto-Novo, Bénin)

**Correspondant courriel : sekannou@gmail.com*

Résumé

Dans les sociétés rurales ouest-africaines, les mécanismes locaux de régulation sociale jouent un rôle central dans la prévention et la gestion des conflits communautaires. L'arrondissement de Bariénoù, situé dans la commune de Djougou au Nord-Bénin, constitue à cet égard un terrain d'observation pertinent, marqué par la persistance de tensions sociales, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Cette étude analyse les pratiques sociales et culturelles mobilisées par les communautés pour prévenir et gérer ces conflits, ainsi que leur capacité d'adaptation face aux transformations contemporaines. La recherche, réalisée entre février et juin 2025, repose sur un diagnostic participatif impliquant 81 acteurs communautaires issus de groupes homogènes (femmes, jeunes et hommes). L'analyse met en évidence l'importance de mécanismes endogènes tels que la médiation coutumière, l'implication des leaders religieux et les espaces de dialogue communautaire dans la régulation des tensions locales.

Les résultats montrent que ces mécanismes évoluent progressivement en intégrant des outils modernes de communication et de concertation. Cette articulation entre pratiques traditionnelles et innovations sociales renforce la résilience communautaire et contribue à la consolidation de la cohésion sociale et à la promotion de sociétés pacifiques et inclusives, en lien avec l'Objectif de Développement Durable 16.

Mots clés : Cohésion sociale ; Médiation communautaire ; Mécanisme endogène ; Résilience sociale ; Bariénoù.

LOCAL INNOVATIONS AND SOCIAL COHESION: COMMUNITY STRATEGIES FOR CONFLICT PREVENTION AND RESILIENCE BUILDING IN BARIÉNOU (NORTHERN BENIN)

Abstract

In West African rural societies, local mechanisms of social regulation play a central role in the prevention and management of community conflicts. The district of Bariénoou, located in the municipality of Djougou in Northern Benin, provides a relevant field of observation in this regard, as it is marked by persistent social tensions, particularly between farmers and herders. This study analyzes the social and cultural practices mobilized by communities to prevent and manage these conflicts, as well as their capacity to adapt to contemporary transformations. Conducted between February and June 2025, the research is based on a participatory diagnostic approach involving 81 community actors from homogeneous groups (women, youth, and men). The analysis highlights the importance of endogenous mechanisms such as customary mediation, the involvement of religious leaders, and community dialogue spaces in regulating local tensions.

The results show that these mechanisms are gradually evolving by integrating modern tools of communication and consultation. This articulation between traditional practices and social innovations strengthens community resilience and contributes to the consolidation of social cohesion and the promotion of peaceful and inclusive societies, in line with Sustainable Development Goal 16.

Keywords: Social cohesion; Community mediation; Endogenous mechanisms; Social resilience; Bariénoou.

INTRODUCTION

La cohésion sociale et la stabilité communautaire sont des conditions essentielles pour la mise en œuvre effective des politiques de développement durable dans les régions rurales d'Afrique de l'Ouest. La paix, le respect de l'état de droit et la coopération entre les membres de la communauté sont interdépendants et constituent des fondements nécessaires pour assurer la durabilité des stratégies de développement, notamment dans des contextes marqués par des tensions sociales ou des ressources limitées (OCDE, 2024). L'Afrique de l'Ouest, et en particulier la zone sahélienne, fait face à une combinaison de pressions environnementales, économiques et sociales qui augmentent la probabilité d'émergence de tensions locales, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Ces tensions sont exacerbées par la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, telles que les terres et l'eau, ainsi que par les impacts du changement climatique. Des études menées par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) montrent que les interventions de résilience intégrée, qui combinent sécurité

alimentaire, gestion des ressources naturelles et renforcement de la cohésion sociale, contribuent à limiter ces conflits dans des contextes fragiles du Sahel, notamment au Niger et au Burkina Faso (V. Mazzucato et D. Niemeijer, 2023, p.3).

Dans ce contexte régional, le Bénin est particulièrement concerné. Le pays connaît, dans ses zones rurales septentrionales, des tensions croissantes liées à l'accès aux ressources naturelles et aux activités agropastorales. L'arrondissement de Bariénoù, situé dans la commune de Djougou (Nord-Bénin), constitue un terrain pertinent pour analyser ces dynamiques. Cette localité se caractérise par une forte diversité ethnique, une dépendance à l'agriculture vivrière et à l'élevage, et la présence d'initiatives communautaires visant à renforcer la cohésion sociale. Ces éléments font de cette localité un espace idéal pour étudier les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des tensions (C. Toulmin, 2023, p.7).

Sur le terrain, les observations directes et les premiers échanges avec les acteurs de Bariénoù révèlent une réalité complexe : malgré l'existence de comités locaux de conciliation et la délimitation de couloirs de passage pour le bétail, la récurrence des dégâts matériels dans les cultures et la raréfaction des points d'eau partagés exacerbent la méfiance entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. On constate empiriquement un essoufflement des mécanismes traditionnels de régulation face à la pression démographique et climatique croissante, ce qui fragilise la stabilité communautaire au quotidien.

Pourtant, des travaux menés sur les communautés transfrontalières du Liptako-Gourma ont bien montré que les conflits fonciers et agropastoraux constituent les principaux facteurs affectant la cohésion sociale, et que l'adoption de stratégies participatives locales permet de limiter efficacement ces tensions (L. Cotula, 2023, p.5). Comprendre ces mécanismes à l'échelle de Bariénoù est donc crucial pour renforcer la résilience communautaire (Usman M. et Nichol J. E., 2022) et faciliter l'intégration des pratiques locales dans les politiques publiques, en particulier celles visant à atteindre l'Objectif de Développement Durable 16, relatif à la paix, la justice et des institutions efficaces (PNUD, 2024).

Dès lors, une question centrale guide cette recherche : en quoi les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des tensions à Bariénoù parviennent-ils ou non à préserver la cohésion sociale face aux nouveaux défis environnementaux et socio-économiques du développement durable ?

Pour y répondre, cette recherche s'appuie sur un diagnostic participatif réalisé en 2025. Elle vise à : (i) identifier les tensions affectant la cohésion sociale, (ii) décrire les pratiques locales de prévention et de gestion des conflits, et (iii) analyser la capacité d'adaptation des communautés face aux défis du développement durable. L'objectif est double : produire un état des connaissances contextualisé sur les mécanismes

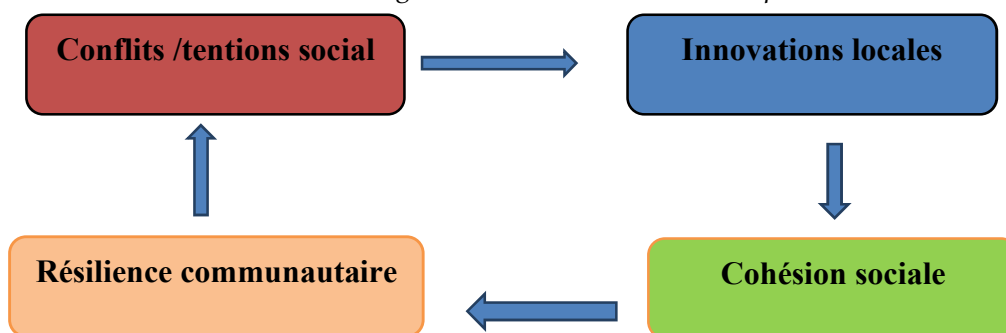
endogènes de gestion des tensions à Bariéno et proposer des pistes d'action pour renforcer l'articulation entre ces pratiques locales et les politiques publiques.

L'article est structuré de la manière suivante : le cadre conceptuel présente les concepts clés tels que la cohésion sociale et la résilience communautaire ; la méthodologie décrit le diagnostic participatif et l'outil *Community Score Card* utilisés ; les résultats exposent les tensions locales et les pratiques de gestion observées ; la discussion confronte ces résultats aux références théoriques ; et enfin, la conclusion formule des recommandations pour renforcer la cohésion sociale et la résilience communautaire à Bariéno.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 Cadre Conceptuel

Figure 1 : Schéma du cadre conceptuel.



Source : HOUNDEOKOU, février 2025

Lecture du cadre conceptuel

- Les conflits et tensions sociales stimulent la recherche de solutions sociales
- Les innovations locales (médiations coutumières, dialogues communautaires, implications des leaders religieux, comité de paix) renforcent la cohésion sociale
- La cohésion sociale favorise la résilience communautaire
- La communauté résiliente prévient mieux les conflits futurs, ce qui ferme la boucle.

1.2. Méthode et matériels

1.2.1. Approche générale

La recherche s'est appuyée sur une démarche qualitative participative, visant à produire des connaissances ancrées dans les pratiques, les représentations et les dynamiques locales. Il s'agit d'un processus qui s'est déroulé en trois phases successives à savoir la préparation / mobilisation communautaire (prise de contact avec les autorités locales) ; trois ateliers participatifs collectifs articulés autour

d'échanges (mises en situation et du Community Score Card) et la restitution pour la validation locale des résultats.

Le Community Score Card (CSC) a constitué l'outil central du matériel. Il a été mobilisé non seulement comme instrument d'évaluation participative, mais également comme levier de dialogue entre les prestataires de services et les populations bénéficiaires.

Cette approche a favorisé la mise en visibilité des représentations différenciées des acteurs tout en coconstruisant des pistes d'amélioration réalistes.

1.2.2. Terrain, choix des villages et participants

La recherche a été conduite en février et juin 2025 dans l'arrondissement de Bariéno. Trois villages ont été sélectionnés selon un échantillonnage raisonné prenant en compte la diversité socioprofessionnelle, la mixité confessionnelle et l'historique des tensions communautaires. Il s'agit de : Toko-Toko (village à dominante agricole, à forte organisation communautaire), Gnongambi (cohabitation entre agriculteurs et éleveurs, espace à risques de conflits) et Bariéno-Centre (village semi-urbain, présence de commerçants et d'acteurs institutionnels).

De même, le choix d'identification des participants ayant pris part aux ateliers a été raisonné :

Prestataires de service : agents de santé, enseignants, relais communautaires, représentants municipaux, leaders religieux, responsables des associations.

Les populations (bénéficiaires) : agriculteurs, éleveurs, artisans, commerçants, des leaders coutumiers et religieux et des représentants de groupes spécifiques (jeunes, femmes).

En complément, des informateurs (chefs de village, les responsables de groupement féminin), ont été sollicités pour approfondir certaines thématiques sensibles. Au total, 81 participants ont été mobilisés à travers l'ensemble des séances.

Catégories de participants	Toko-Toko	Gnongambi	Bariéno-Centre	Total
Prestataires de services et Institutionnels (Agents de santé, enseignants, relais, représentants municipaux)	5	4	9	18
Bénéficiaires : usagers et Populations (Agriculteurs, éleveurs, artisans, commerçants, groupements de femmes/jeunes)	15	18	12	45
Informateurs clés Chefs de village, notables, leaders religieux et d'associations)	6	6	6	18
Total par village	26	28	27	81

Tableau1 : Répartition de l'échantillon par village et par profil de participants

Source : Données du diagnostic participatif, Bariéno, juin 2025

1.2.3. Déroulement du processus

La collecte de données s'est faite en trois étapes :

La première étape a consisté à rencontrer les partenaires institutionnels et communautaires. Cela incluait les services techniques, les organisations non gouvernementales (ONG), les forces de sécurité, ainsi que les leaders communautaires et religieux. L'objectif était de comprendre leurs rôles, d'identifier les difficultés qu'ils rencontraient dans la gestion des tensions sociales et d'examiner les mécanismes de prévention des conflits déjà en place.

La deuxième étape a impliqué les populations bénéficiaires de différentes composantes de la communauté. Lors de cette réunion, ils ont partagé leurs perceptions des services publics. Ensemble, ils ont identifié les principaux indicateurs d'évaluation de ces services. Ils ont également évalué ces indicateurs en utilisant un système de notation participatif.

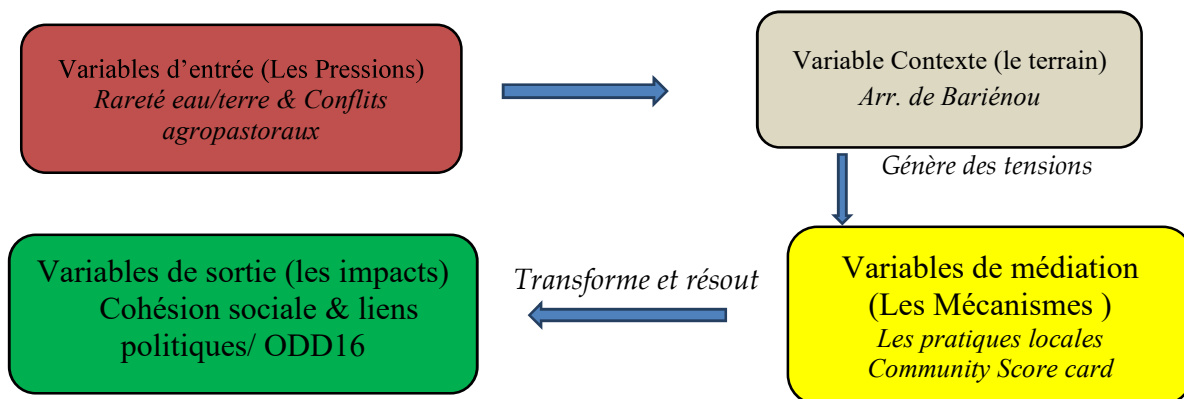
Enfin, une réunion a été organisée avec les représentants des partenaires et des populations. L'objectif était de confronter leurs points de vue, de favoriser le dialogue et de proposer des améliorations consensuelles.

1.3. Modèle d'analyse

Le cadre conceptuel retenu pour cette étude s'inspire de l'approche systémique (Easton, 1965) et de l'analyse institutionnelle des ressources communes développée par Ostrom (1990). Ce modèle qualifié de systémique et institutionnel local, permet d'analyser comment l'arrondissement de Bariéno absorbe les pressions environnementales (Inputs) à travers ses mécanismes endogènes de régulation (Processus) pour produire de la cohésion sociale (Outputs). De manière opérationnelle, ce modèle s'articule autour de quatre variables interconnectées :

- Variables d'entrée ou facteurs de pression (Inputs) : les chocs externes qui perturbent le milieu (changement climatique, diversité ethnique mal gérée, pressions agropastorales).
- Variable pivot ou le terrain d'analyse (contexte local) : l'arrondissement de Bariéno
- Variables de médiation ou mécanismes endogènes (processus) : l'arsenal local de gestion (gestion participative via l'outil *Community Score Card*).
- Variables de sortie / résultats (Outputs/Impacts) : le niveau de cohésion sociale atteint, la résilience et sa contribution à l'ODD 16 (articulation avec les politiques publiques).

Figure 2 : Schéma du modèle d'analyse



Source : HOUNDEOKOU, février 2025

2. RESULTATS

2.1. Typologie des tensions identifiées

2.1.1. Conflits d'accès aux ressources naturelles

Les tensions entre agriculteurs et éleveurs sont les plus récurrentes et les plus visibles sur le terrain. Elles se manifestent principalement autour de l'accès aux terres cultivables, aux pâturages et aux points d'eau. En saison sèche, la pression sur les ressources hydriques s'intensifie, entraînant une compétition directe entre les deux groupes. Les éleveurs, souvent en situation de mobilité dans le cadre de la transhumance, empruntent des couloirs parfois non reconnus officiellement ou obstrués par l'extension des champs agricoles. Cela entraîne des dégâts sur les cultures, perçus comme des actes de provocation par les agriculteurs. En retour, les éleveurs dénoncent l'absence de zones pastorales sécurisées et la fermeture progressive des passages traditionnels. L'absence de mécanismes locaux efficaces de médiation amplifie ces conflits, qui dégénèrent parfois en affrontements physiques.

2.1.2. Problèmes de gouvernance locale

Indicateurs de défiance évalués	Usagers & Populations (n=45)	Prestataires de services (n=18)	Informateurs clés (n=18)	Ensemble de l'échantillon (N=81)
Sentiment de partialité (Gestion des terres, attribution d'aides)	71,1 % (32)	38,9 % (7)	50,0 % (9)	59,3 % (48)
Logiques clientélistes / communautaires (Influence sur la planification des projets)	64,4 % (29)	44,4 % (8)	55,6 % (10)	58,0 % (47)
Manque de transparence (Gestion des ressources et projets extérieurs)	77,8 % (35)	55,6 % (10)	61,1 % (11)	70,4 % (57)

Sentiment d'exclusion / Marginalisation (<i>Impact direct sur la cohésion sociale</i>)	68,9 % (31)	27,8 % (5)	44,4 % (8)	54,3 % (44)
--	-------------	------------	------------	-------------

Tableau 2 : Perception des facteurs de défiance envers les autorités communales

Source : Données du diagnostic participatif, Bariéno, juin 2025

Note : Les chiffres entre parenthèses représentent les effectifs (n) ayant validé ou exprimé l'indicateur lors des ateliers et du diagnostic participatif.

Les résultats du tableau révèlent une crise de confiance envers la gouvernance locale, marquée par une forte perception du manque de transparence (70,4 %), partagée aussi bien par les populations que par les prestataires de services et les informateurs clés. Selon l'approche systémique d'Easton, cette situation traduit un dysfonctionnement des mécanismes de gouvernance, les décisions publiques étant souvent perçues comme influencées par des logiques clientélistes (58,0 %), ce qui alimente un sentiment d'exclusion chez plus de la moitié des acteurs (54,3 %). Les enquêtés évoquent notamment des problèmes liés à la gestion foncière, à l'attribution des aides et à la gestion des ressources publiques. Cette défiance fragilise la cohésion sociale en renforçant les perceptions d'injustice, de marginalisation et de méfiance au sein de la communauté.

2.1.3. Ruptures du dialogue intergénérationnel

Les tensions entre jeunes et adultes se cristallisent autour de plusieurs thématiques : l'éducation, les choix professionnels et les normes sociales. D'un côté, les adultes reprochent aux jeunes une perte de respect des traditions et une préférence pour des modèles de réussite perçus comme individualistes (migration, emploi urbain, activités commerciales rapides). De l'autre, les jeunes dénoncent le manque d'opportunités économiques et la rigidité des autorités parentales dans les décisions liées au mariage ou à la mobilité. Ces incompréhensions mutuelles se traduisent parfois par un retrait des jeunes des instances communautaires ou par des comportements contestataires. L'absence d'espaces de dialogue structurés aggrave cette fracture générationnelle.

2.1.4. Accès inégal aux services sociaux de base

Les perceptions d'injustice sont particulièrement fortes autour de l'accès aux services de santé et d'éducation. Plusieurs localités se sentent défavorisées en raison de leur éloignement géographique ou de la mauvaise qualité des infrastructures disponibles. Les obstacles financiers constituent également un frein majeur, notamment pour les ménages vulnérables qui peinent à payer les frais de scolarité ou les soins médicaux. Certains participants estiment que la distribution des services suit des logiques politiques plutôt que des critères objectifs de besoins. Ce sentiment d'inégalité nourrit un climat de frustration, pouvant se transformer en tensions latentes ou en

contestations ouvertes lorsque des projets sont implantés dans certaines zones au détriment d'autres.

2.2. Perceptions convergentes et divergentes

Le point fort de l'analyse réside dans la convergence des acteurs sur la nécessité de renforcer les cadres de dialogue entre prestataires, autorités locales et populations. Tous reconnaissent qu'« *on ne se parle pas assez, chacun travaille dans son coin* ».

En revanche, plusieurs divergences de perception apparaissent. Du côté des prestataires, l'accès aux services est jugé globalement satisfaisant « *le centre est ouvert, ceux qui veulent venir viennent* », affirme un agent de santé, âgée de 37 ans. A l'opposé, les bénéficiaires mettent en avant les contraintes persistantes liées à l'éloignement et aux coûts : « *Ce n'est pas que nous ne voulons pas venir, c'est loin et on n'a pas toujours l'argent* », propos d'une femme de 29 ans.

De même, les leaders communautaires affirment intervenir régulièrement pour prévenir ou résoudre les tensions « *dès qu'il y a un problème, on appelle les deux parties et on discute* », affirme un conseiller du village. Pourtant, certains usagers estiment que ces arbitrages manquent parfois d'impartialité : « *Ils écoutent, mais souvent c'est celui qu'ils connaissent qui a raison* », un agriculteur de 46 ans.

2.3. Facteurs aggravants

Plusieurs facteurs qui contribuent à l'amplification des tensions au sein de la communauté sont identifiés : l'insuffisance d'infrastructures de base, notamment en matière d'eau et de santé, est largement évoquée. Comme le résume un commerçant de 38 ans : « *Quand il faut marcher une heure pour trouver de l'eau, chacun pense d'abord à sa famille, pas à la paix* ». Les effets du changement climatique, accentuant la rareté des ressources naturelles, aggravent davantage la situation : « *Avant, on partageait le puits sans problème. Maintenant que l'eau baisse, tout devient sujet à dispute* », confie un éleveur âgé de 53 ans.

Enfin, le manque de coordination entre les initiatives communautaires et les politiques publiques fragilise les efforts collectifs. Certains regrettent que « *les projets viennent sans nous demander notre avis* », tandis que d'autres constatent que « *chacun fait quelque chose dans son coin, mais on ne met pas nos forces ensemble* »

2.4. Pratiques sociales et culturelles mobilisées

2.5.1. Mécanismes traditionnels de règlement des conflits

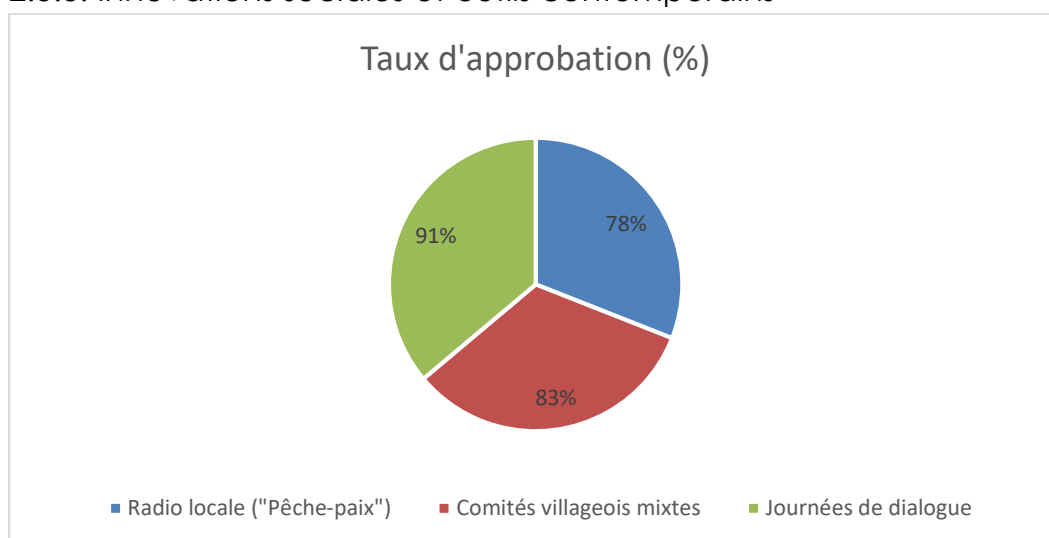
La médiation coutumière, généralement assurée par les chefs de village ou les notables, demeure le principal recours en cas de conflit. Ce mode de régulation sociale s'appuie sur des procédures ritualisées (séances d'explication, convocations publiques, offres symboliques ou recours à des anciens) visant à restaurer non seulement l'ordre social, mais aussi la dignité des parties impliquées. Comme

l'explique un notable : « *Chez nous, on ne juge pas pour savoir qui a tort ou raison. On fait asseoir les personnes, on parle jusqu'à ce que le cœur se calme* ». Un autre précise : « *quand quelqu'un accepte d'apporter du kola ou de la boisson, ce n'est pas pour payer une faute, c'est pour dire : je respecte la paix* ». Ce modèle de justice restaurative, fondé sur la parole, le respect et la réparation symbolique, continue d'assurer la cohésion, même s'il fait face à de nouveaux défis liés à l'évolution des normes sociales et juridiques.

2. 5.2. Rôle des leaders religieux et communautaires

Les responsables religieux et traditionnels (imams, pasteurs et chefs coutumiers) occupent une place centrale dans la prévention et la résolution des conflits. Leur autorité morale leur permet d'intervenir avec légitimité, souvent en amont des tensions, pour favoriser l'apaisement et encourager le compromis. Comme l'exprime un habitant : « *quand l'imam parle, même celui qui est en colère baisse la voix* ». Un autre souligne : « *le pasteur ne prend jamais parti. Il nous rappelle seulement que la communauté est plus importante que nos disputes* ». Cette efficacité repose largement sur la perception de leur neutralité et de leur engagement au service de l'intérêt collectif. « *Ils ne viennent pas pour accuser, mais pour recoller les cœurs* », résume un jeune agriculteur.

2.5.3. Innovations sociales et outils contemporains



Graphique1 : Performance des Outils de Médiation

Source : Données du diagnostic participatif, Bariéno, juin 2025

Le graphique met en évidence une forte adhésion aux outils contemporains de prévention et de gestion des conflits, avec des taux d'approbation supérieurs à 75 %. La radio locale (78 %) apparaît comme un outil inclusif favorisant l'accès à l'information et la participation des populations, y compris les groupes les plus marginalisés. Les comités villageois mixtes (83 %) sont perçus comme des mécanismes efficaces de prévention des conflits grâce au dialogue direct entre agriculteurs et éleveurs. Les journées de dialogue intercommunautaire enregistrent le

niveau de satisfaction le plus élevé (91 %), notamment chez les femmes, en raison de leur contribution au renforcement de la confiance et à l'amélioration des relations sociales. Ces résultats confirment l'efficacité des mécanismes locaux de médiation, qui contribuent à transformer les tensions sociales en dynamiques de cohésion, de paix et de résilience communautaire, en cohérence avec les objectifs de l'ODD 16.

2. 5.4. Inclusion des jeunes et des femmes

Bien que les femmes et les jeunes soient désormais reconnus comme des acteurs importants de la prévention des tensions, leur implication réelle demeure limitée par des normes sociales persistantes et diverses contraintes pratiques. « *On nous appelle seulement quand tout est déjà décidé* », déclare une jeune femme. Un autre témoigne : « *Nous, les jeunes sommes écoutés seulement quand il y a bagarre* ». Pour favoriser leur participation effective, des dispositifs adaptés sont nécessaires : créneaux compatibles avec leurs charges quotidiennes, formations à la médiation ou encore appuis économiques facilitant leur engagement. Comme le résume une participante : « *Si on veut que les femmes parlent, il faut aussi leur donner les moyens de venir et d'oser* ». Ces ajustements permettraient non seulement de renforcer leur présence, mais aussi leur légitimité dans les espaces de décision communautaire.

2.6. Adaptation face aux défis du développement durable

Les pratiques observées révèlent une forte capacité d'adaptation au sein des communautés. Plusieurs initiatives locales renforcent le témoignage de cette résilience collective. Figurent parmi ces initiatives :

- ✓ Une coordination informelle qui s'est développée entre agriculteurs et éleveurs pour aménager des corridors de circulation du bétail. Comme l'explique un agriculteur de 32 ans : « *quand le passage est clair, chacun travaille tranquille* ».
- ✓ Des comités de gestion de l'eau ont été mis en place, associant à la fois les utilisateurs et les autorités locales, afin d'éviter les tensions autour des points d'approvisionnement.
- ✓ Les radios communautaires sont parfois mobilisées pour sensibiliser sur les pratiques agricoles résilientes et aux mécanismes de résolution pacifique des conflits. « *Quand on entend ça à la radio, même les têtus réfléchissent* », fait remarquer un participant.

Ces adaptations locales contribuent directement à plusieurs dimensions du développement durable, notamment la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources et la gouvernance inclusive, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable 2, 6 et 16.

3. DISCUSSION

Les données recueillies à Bariénoù montrent une tension constante entre les dispositifs endogènes de régulation des conflits et leurs limites structurelles lorsqu'ils ne sont pas articulés aux cadres institutionnels formels. Lorsque l'on analyse cette situation avec le modèle systémique, on voit que face aux pressions environnementales et agropastorales, le système social local utilise des boucles de rétroaction pour maintenir son équilibre. Cependant, l'efficacité de ce processus dépend de la solidité des arrangements institutionnels.

Les mécanismes locaux de médiation sont les premiers recours pour les populations rurales en raison de leur proximité sociale et de leur forte légitimité culturelle. Mais leur fonctionnement pose des problèmes de gouvernance, d'équité et de durabilité. Cette recherche examine les facteurs qui fondent la légitimité des médiations communautaires et les risques liés à leur informalité. Elle cherche également à définir les conditions nécessaires pour une articulation équilibrée entre les initiatives locales et les politiques publiques.

3.1. La médiation locale : une efficacité socialement reconnue

Les conflits liés à l'accès à la terre, à l'eau ou aux pâturages sont généralement résolus par des dispositifs endogènes de médiation dans la plupart des communautés rurales du Bénin. Selon Elinor Ostrom, ces dispositifs sont des règles créées et gérées par les communautés elles-mêmes pour protéger les ressources communes. Ces mécanismes donnent la priorité à la réconciliation et à la réparation des liens sociaux plutôt qu'à la punition.

Les Chefs de village, les notables, les leaders religieux et les anciens jouent un rôle important en tant que médiateurs, en s'appuyant sur des normes sociales et une autorité fondée sur la tradition. Les résultats des études menées à Bariénoù montrent que la participation de toutes les catégories sociales, notamment les femmes et les jeunes, à la définition des règles d'utilisation des terres et des points d'eau, contribue à réduire les conflits et à renforcer la confiance.

Cela signifie que la régulation interne peut transformer les tensions en résultats positifs, tels que la stabilité et la confiance au sein de la communauté. Cela correspond à ce que dit la littérature sur l'Afrique de l'Ouest, où les médiations locales sont considérées comme des outils rapides, peu coûteux et acceptés par la société.

3.2. Des dispositifs efficaces mais socialement ambigus

Les dispositifs endogènes ne sont pas parfaits. Ils peuvent reproduire des rapports de pouvoir où certaines personnes ou groupes dominent les autres. Par exemple, les personnes qui ont le pouvoir et les ressources peuvent prendre toutes les décisions, ce

qui peut nuire aux autres membres de la communauté. C'est ce que les chercheurs T. Bierschenk et J.-P. Olivier de Sardan ont constaté en 1998. Ils ont noté que les courtiers du développement peuvent concentrer le pouvoir et les ressources au détriment d'autres acteurs villageois. Cela montre que les règles locales peuvent ne pas être équitables lorsque certaines personnes ont trop de pouvoir.

Les dispositifs endogènes sont également vulnérables lorsqu'ils dépendent d'un individu charismatique. Si cette personne n'est plus là, le dispositif peut s'effondrer. C'est pourquoi il est important d'avoir des mécanismes de relève institutionnalisés. Le chercheur C. Lund a souligné en 2006 que la stabilité des institutions locales dépend de la capacité à renouveler les figures d'autorité et à formaliser les règles.

En outre, les dispositifs endogènes peuvent ne pas être connectés aux institutions publiques, ce qui peut limiter l'intégration de principes importants tels que l'équité de genre, la transparence ou la justice formelle. Le HD Centre a noté en 2021 que sans accompagnement institutionnel, les pratiques locales de médiation peuvent reproduire des inégalités et exclure des catégories vulnérables.

A Bariénou, il y a un blocage structurel qui empêche les dispositifs endogènes de fonctionner de manière équitable. Cela est dû aux limites inhérentes au processus de traitement des informations. Si le canal endogène est saturé par des pesanteurs socioculturelles, il ne peut plus produire d'implémentation équitable. Les scores issus du Community Score Card à Bariénou confirment cela. La participation inclusive est inférieure aux dimensions de cohésion ou de rapidité de résolution. Cela montre que la légitimité sociale ne garantit pas automatiquement l'équité institutionnelle, comme le prouvent les données de 2025.

3.3. Vers une articulation entre dispositifs endogènes et cadres institutionnels

Les démarches participatives durables nécessitent un ancrage institutionnel clair. Selon J. C. Ribot (2009), « *la décentralisation n'est efficace que lorsqu'elle s'appuie sur des règles formalisées* ». D. Hilhorst et N. Porchet (2012) ajoutent que « la formalisation des conventions locales permet de clarifier les responsabilités et d'assurer un suivi régulier ». Cela correspond au principe des « *entreprises imbriquées* » d'Ostrom, où les règles de gestion locale sont reconnues et légitimées par les niveaux de gouvernance supérieurs.

Pour stabiliser le système, trois leviers sont identifiés :

- a. Formaliser les accords locaux (procès-verbaux, conventions écrites, comités mixtes) pour sécuriser les engagements et éviter les interprétations divergentes.
- b. Mettre en place des mécanismes de suivi partagés associant autorités locales, prestataires et citoyens.

- c. Garantir un accompagnement technique et financier ciblé pour renforcer la participation des femmes et des jeunes.

L'enjeu central est de trouver les conditions d'une complémentarité opérationnelle entre les dispositifs endogènes et les cadres institutionnels. Il s'agit d'assurer que les résultats du système endogène soient réinjectés de manière permanente dans les politiques publiques nationales. Comme le résume A. Traoré (2023), « *la paix locale ne tient pas seulement à la sagesse des anciens, mais à la capacité des institutions à reconnaître et appuyer cette sagesse* »

CONCLUSION

La recherche menée à Bariénoù montre que les mécanismes endogènes de médiation demeurent des piliers essentiels de la régulation sociale dans les communautés rurales. La proximité, la réactivité et la légitimité symbolique des figures mobilisées dans les processus de négociation constitue leur force. Ces dispositifs contribuent à maintenir une paix fonctionnelle et à préserver la cohésion communautaire en privilégiant la réparation du lien social plutôt que la sanction. Cependant, leur efficacité repose largement sur la stabilité des leaderships locaux et sur la confiance accordée aux médiateurs traditionnels. En l'absence de cadre institutionnel clair, ces pratiques risquent de reproduire des rapports de pouvoir inégalitaires et d'exclure certaines catégories sociales, notamment les femmes et les jeunes. La non-formalisation des accords limite leur portée à long terme, en particulier lorsque les ressources ou les acteurs impliqués dépassent le cercle de la communauté villageoise. La durabilité des mécanismes endogènes dépend de leur capacité à s'articuler aux dispositifs publics de gouvernance locale. La reconnaissance officielle, la formalisation des accords et l'accompagnement technique et financier constituent des leviers essentiels pour transformer des pratiques coutumières efficaces mais fragiles en véritables outils de régulation territoriale. L'enjeu n'est donc pas de substituer les approches institutionnelles aux approches communautaires, mais de construire des synergies entre elles. En ce sens, Bariénoù offre un terrain fertile pour expérimenter des modèles hybrides de gouvernance locale associant médiateurs traditionnels, autorités communales et prestataires de services publics. De futures recherches pourraient approfondir les conditions concrètes de cette co-gestion, en interrogeant notamment le rôle des mutuelles de santé, des comités villageois de gestion ou des dispositifs participatifs comme le Community Score Card. Mieux comprendre ces articulations constitue une étape essentielle vers des politiques publiques ancrées dans les réalités sociales locales et reconnues par les populations elles-mêmes.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- BIERSCHENK Thomas et OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 1998 - Les pouvoirs locaux en Afrique : Sociologie politique des villages africains. Paris : Karthala, 320 p.
- COTULA Lorenzo, 2023- Land and Pastoral Conflicts in the Liptako-Gourma Region : Community-Based Approaches. London : IIED, 110 p. <https://www.iied.org/land-pastoral-conflicts-liptako-gourma>
- EASTON David, 1965.- A Systems Analysis of Political Life. John Wiley & Sons, 507 p.
- HAGBERG Sten, 2001- En quête de la paix sociale : Pouvoir, conflit et culture en Afrique de l'Ouest. Nordic Africa Institute, Uppsala 140 p. <https://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A240325>
- HILHORST Dorothea et PORCHET Nathalie, 2012- Formalisation of Local Agreements for Natural Resource Management in Mali. Wageningen University, 45 p. <https://www.wur.nl/en/show/Formalisation-of-local-agreements.htm>
- Humanitarian Dialogue (HD Centre), 2021- Preventing Conflict and Promoting Peace in Rural Communities. Geneva, 60 p.
- KONATE Moussa, 2019- Renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans les processus de médiation communautaire au Mali. Bamako, Institut Malien de Gouvernance Locale, 52 p.
- LUND Christian, 2006 « Twilight Institutions : Public Authority and Local Politics in Africa » in *Development and Change*, vol. 37, n° 4, pp. 685-705. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x>
- MAZZUCATO Valentina et NIEMEIJER Debbie, 2023- Resilience and Social Cohesion in West African Sahel : Integrated Approaches to Local Conflicts. The Hague : International Food Policy Research Institute (IFPRI), 72 p. <https://www.ifpri.org/publication/resilience-and-social-cohesion-west-african-sahel>
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), 2024- Rapport sur la gouvernance territoriale, la cohésion sociale et la stabilité en Afrique de l'Ouest. Paris : OCDE, 33 p.
- OSTROM Elinor, 1990- Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action. Cambridge : Cambridge University Press, 280 p.
- PELISSIER Jean-Pierre, DIALLO Mamadou et TRAORE Fatoumata, 2015- Community Score Cards and Local Governance in West African Villages. Ouagadougou, 72 pages. <https://www.credd.org/publications/community-score-cards>
- RIBOT Jesse C, 2009- Authority, Rights and Resource Management in African Local Governance. Washington, World Resources Institute, 240 pages.
- TOULMIN Christopher, 2023- Rural Livelihoods and Community Cohesion in Northern Benin. London, 88 p. <https://www.iied.org/rural-livelihoods-community-cohesion-northern-benin>
- TRAORE Adama, 2023- Médiation Locale et Gouvernance Publique en Afrique de l'Ouest. Bamako (Institut de Recherche pour la Paix et le Développement), 88 pages.

- United Nations Children's Fund (UNICEF), 2018- Governance and Participation in Local Communities: Guidelines for Inclusive Decision-Making. New York : United Nations Children's Fund, 48 pages.
<https://www.unicef.org/reports/governance-participation-2018>
- ZONGO Issa, 2019. Participation et Cohésion Sociale dans les Villages du Burkina Faso. Bobo-Dioulasso : Presses Universitaires de l'Ouest Africain, 126 pages.